

## FORUM CeSPI

### La Méditerranée élargie, une région en transition : retards, défis, perspectives

par Enrico Campelli et Giorgio Gomel

Un monde de plus en plus interconnecté mais en même temps divisé est peut-être caractéristique du moment présent. Les interdépendances systémiques et les antagonismes perturbateurs se combinent dans de nombreuses régions du monde, produisant des changements et des transformations profonds à l'issue incertaine. Des processus généralisés de différenciation interne ont érodé l'homogénéité réelle ou présumée de communautés et de pays ayant une longue histoire, qui luttent pour trouver un nouvel équilibre. *Multiplication* des frontières, certes, mais aussi - en même temps et paradoxalement - *amincissement* des frontières, en raison de l'émergence d'identités multiples dans une plus large mesure que par le passé. De cette dynamique, le Moyen-Orient élargi, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (région MENA) est peut-être l'exemple le plus pertinent, une région qui défie obstinément toute analyse « facile ».

Zone de conflits et d'instabilité par excellence, la région MENA abrite près de 10 % de la population mondiale, mais les voix de la grande majorité des personnes vivant dans cette vaste région (dont l'identification même est controversée) sont souvent marginalisées ou ignorées, non seulement par les informations *grand public*, mais aussi par des analyses généralistes et hypertrophiées. Le débat usuel tend à se concentrer sur - et à s'épuiser - sur les actions des dirigeants ou des gouvernements qui, dans de nombreux cas, ne représentent pas pleinement la multiplicité des réalités ni le spectre complet des opinions de leurs citoyens : une erreur de méthode, en effet, conduit souvent à considérer la région comme totalement homogène en termes politiques, culturels et historiques. Le résultat est une *reductio ad unum* complètement dépassée, qui fausse l'analyse.

S'il est généralement vrai que les acteurs fondamentalistes et les gouvernements autoritaires prennent en otage et étouffent les voix de millions de personnes dans toute la région - un fait qui suscite inévitablement un débat sur les raisons des échecs des insurrections de la décennie précédente et les causes de la persistance de certains leaderships et élites - la lutte

pour la dignité et les libertés fondamentales, ainsi que les grands défis qui caractérisent le monde globalisé, s'articulent très différemment dans les nombreux territoires qui composent cette région. En regardant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, nous voyons en fait un monde en profonde transition. Ici, de nouveaux défis et des horizons politiques sans précédent, comme ceux de l'Algérie et du Soudan, se superposent à des dynamiques de longue date et exigent une réflexion approfondie de la part des universitaires.

Les contributions des chercheurs intéressés par le sujet aborderont des questions telles que :

- 1) l'accès adéquat aux vaccins dans cette phase pandémique, y compris en fonction des classes sociales qui composent les sociétés examinées et, plus généralement, les questions cruciales liées à la reprise économique dans un monde encore marqué par les effets de la pandémie ;
- 2) la dynamique migratoire, également en relation avec la récente crise ukrainienne ;
- 3) l'omniprésence et les réticences des identités religieuses et culturelles, souvent mutuellement antagonistes ou, comme dans le cas récent du Liban, peut-être prêtes à surmonter d'anciennes divisions ;
- 4) l'urgence de prêter attention à la durabilité environnementale, compte tenu du changement climatique en cours, et la possibilité que la coopération en matière de ressources énergétiques et hydriques puisse également être un outil de paix par rapport aux conflits existants ;
- 5) le choc d'offre produit par la guerre en Ukraine sur les prix des produits agricoles de base et ses ramifications sur les crises alimentaires ayant des impacts sociaux importants ;
- 6) le renouvellement de l'accord sur le nucléaire iranien et les perspectives qui en découlent pour une architecture de sécurité régionale ;
- 7) la question de la représentation et de la démocratisation institutionnelle, avec une analyse possible de scénarios nouveaux et inédits par rapport à la décennie précédente ;
- 8) les questions de genre, qui sont évidemment loin d'être secondaires et ouvrent en fait parfois la possibilité de nouveaux acteurs socioculturels (comme dans le cas de l'Algérie), et les pratiques de citoyenneté active, qui sont fondamentales pour guider l'analyse et l'action politiques.

D'autre part, ce n'est certainement pas une coïncidence si les questions cruciales qui viennent d'être mentionnées - et proposées à l'attention de ceux qui souhaitent apporter leur contribution - sont quelques-unes des mêmes que celles qui ont motivé les révolutions et les

insurrections populaires dans la région, qui ont commencé - et se sont terminées dans de nombreux cas - il y a plus de dix ans. Ces conditions sont toujours présentes au début de l'année 2022 dans la plupart des pays de la région MENA, ainsi que de nouvelles criticités causées par la pandémie de COVID-19 et les changements socio-économiques mondiaux en cours, qui affectent différentes parties de la région de manière dissemblable.

Les réformes constitutionnelles et les changements profonds dans les formes de gouvernement ne sont que quelques-unes des trajectoires politiques qui ont affecté la région. De nombreux systèmes juridiques ont fait l'objet de renégociations institutionnelles intenses et souvent violentes, dans un cadre général de systèmes gouvernementaux fortement déséquilibrés au détriment des minorités internes et d'âpres affrontements ethnico-religieux qui affectent encore de nombreuses régions et États. La Libye, la Syrie, le Liban et le Yémen ne sont que quelques exemples d'États sur le point de connaître une implosion économique et politique, marqués par une crise de longue date qui s'est aggravée ces dernières années en raison des conflits, de la corruption, de l'instabilité et, dans certains cas, du nombre très élevé de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Au sujet de la participation démocratique et de la régression de l'État de droit, force est de constater qu'en Tunisie, onze ans après la chute de Ben Ali et à la suite d'un processus de démocratisation qui n'était peut-être que procédural, le pouvoir est à nouveau entre les mains d'une seule personne, le Président de la République, Kaïs Saïed. Si les derniers mois de 2021 ont été marqués par l'affaiblissement progressif des institutions démocratiques du pays, avec la destitution du gouvernement et la suspension des travaux du parlement, il est possible que 2022 soit l'année de leur redéfinition sous de nouvelles formes, au nom d'une démocratie directe dans laquelle, selon les mots de Saïed lui-même, la souveraineté sera rendue au peuple. Cependant, la *feuille de route* annoncée en décembre par le chef de l'État tunisien est alourdie par les attentes d'une population profondément frustrée et déçue par plus de dix ans d'instabilité politique, qui a vu l'économie s'effondrer (également en raison de la pandémie) et la corruption atteindre des niveaux extrêmement graves.

Certaines monarchies de la région tentent de répondre aux préoccupations de leurs citoyens en actualisant leurs formes d'intervention économique pour répondre aux demandes de plus de sécurité, de participation ascendante et de prospérité. Dans le même temps, cependant, la répression de la dissidence et les restrictions des libertés fondamentales soulignent une déconnexion évidente entre les institutions et la citoyenneté. Les récents amendements constitutionnels en Jordanie, officiellement approuvés dans le respect d'un modèle de société

civile largement inclusif, semblent en fait, selon de nombreux commentateurs, être un moyen de remodeler les pouvoirs de l'État en faveur de la monarchie.

En 2022, des pays comme la Libye et le Liban doivent organiser des élections nationales qui promettent un changement de leadership et qui pourraient, du moins en théorie, avoir des résultats cruciaux pour l'ensemble de l'architecture régionale. Toutefois, comme l'a montré la dernière décennie de transitions, de révolutions et de guerres civiles, les changements politiques et sociaux peuvent survenir de manière tout à fait inattendue et soudaine, et les processus électoraux mentionnés sont encore loin d'être définitifs. Un nombre croissant d'analystes s'accordent à reconnaître que - surtout dans le cas de la Libye - la possibilité que ces processus électoraux se déroulent régulièrement s'amenuise. De même, l'Autorité palestinienne a reporté *sine die* les élections présidentielles et parlementaires prévues pour 2021, aggravant ainsi la tension déjà forte au sein de la société palestinienne, qui ne s'est pas rendue aux urnes depuis 2006. Ce qui ressort globalement de l'analyse de ces dynamiques est un mouvement dialectique agité entre les différents principes du *dusturisme* (vocation constitutionnelle) et du *zaeimisme* (leaderisme), qui semble caractériser la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, alternant des formes hybrides entre les deux principes et dont la rencontre/le choc génère des dynamiques socio-politiques et institutionnelles complexes et souvent instables.

Même dans les pays où des élections ont été organisées en 2021, les dirigeants se hâtent, avec des résultats mitigés, d'apporter des réponses aux questions structurelles et non résolues concernant les droits des communautés politiques nationales, la transformation économique et la question énergétique, qui a un nouvel horizon mondial dans la région MENA. C'est, par exemple, le cas de l'Irak qui, après les élections très contestées d'octobre (validées par la Cour suprême fédérale seulement le 27 décembre et caractérisées par le taux de participation le plus bas de l'histoire de l'Irak), doit maintenant faire face à la tâche difficile de créer une majorité stable, également en raison de la tension idéologique particulièrement âpre entre les partis, dont certains sont liés à l'Iran. Le futur exécutif devra faire face aux problèmes liés à la pandémie et à la crise économique qui s'en est suivie, mais aussi, comme mentionné, aux nombreux défis à long terme. À cet égard, Bagdad s'est récemment lancé dans un plan ambitieux de réforme de son système énergétique et hydraulique, visant à obtenir 63 % de l'électricité à partir de sources d'énergie propres d'ici cinq ans.

La question de l'énergie est également cruciale en Iran, où le président Raisi devra faire face au profond mécontentement social et à la grave crise économique du pays. Après une longue pause, les pourparlers de Vienne ont repris, dans le but de ramener - tant la République

islamique que les États-Unis - à l'accord nucléaire signé en 2015, puis abandonné par l'ancien président américain Donald Trump en 2018. Cela n'est pas, bien sûr, sans difficultés. Même si la diplomatie parvient à régler les nombreux problèmes en suspens, un certain nombre de questions de sécurité régionale plus larges resteront probablement non résolues et ajouteront à l'incertitude qui plane sur l'ensemble du Moyen-Orient, laissant une large place à l'interprétation quant à savoir si le renouvellement éventuel de l'accord sur le nucléaire iranien aura une fonction stabilisatrice dans la région et potentiellement dans le monde.

La crise ukrainienne a ensuite relancé la discussion sur le pipeline EastMed, et le rôle de pays comme Israël dans le jeu énergétique régional et mondial. L'État juif vit un moment de redéfinition de ses identités politiques et sociales internes. La coalition majoritaire extrêmement fragile actuellement au gouvernement - qui comprend, pour la première fois dans l'histoire de l'État, un parti arabe - semble être un indicateur ambivalent à la fois du potentiel inexprimé qui pourrait être réalisé et des fractures sociales et culturelles persistantes dans le pays.

En plus de la spécificité des enjeux internes de chaque protagoniste, un autre niveau de réflexion et d'analyse est fourni par le fait que le panorama régional est fortement stimulé - et dans une large mesure façonné - par la compétition continue entre certains pays clés. Ces *concurrents* internationaux opèrent avec un degré d'indépendance et d'affirmation bien plus important que par le passé, continuant à tester les limites de leur pouvoir et de leur influence par le biais de mesures de sécurité et d'initiatives diplomatiques mutuellement antagonistes. De plus, cette compétition - et il est facile d'y voir un autre élément de spécificité important de la zone - est certainement compliquée par la présence d'une classe différente d'acteurs agressifs et puissants, des entités non étatiques comme le Daesh, ou quasi-étatiques comme le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen.

L'année 2021, en revanche, a vu l'émergence de nouveaux axes diplomatiques, qui peuvent ouvrir des horizons jusqu'ici non expérimentés pour la dimension politique et économique régionale, mais qui semblent encore insuffisants pour résoudre des situations complexes comme, par exemple, les conflits actuels en Syrie et au Yémen. Il est probable que la tendance à reconstruire les relations endommagées ces dernières années et à normaliser les liens entre les pays qui avaient rompu ou n'avaient jamais eu de relations officielles se poursuivra dans un avenir proche, malgré les difficultés. Le rapprochement entre la Turquie, l'Égypte, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis avancera lentement, les pays cherchant des moyens de coopérer sur une série de questions telles que l'économie, l'énergie et la sécurité commune. De ce point de vue, les accords de normalisation de 2020 entre Israël et les Émirats

arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan ont permis d'établir d'importants liens économiques, commerciaux et sécuritaires, et laissent entrevoir un avenir de plus grande intégration, mais il est difficile d'imaginer d'autres ouvertures dans ce sens sans certains progrès sur le front du conflit israélo-palestinien.

Les pays de la région seront confrontés à des pressions supplémentaires dues au changement climatique et à ses graves répercussions socio-économiques. La hausse des prix dans un contexte de croissance économique irrégulière, de chaleur extrême, de sécheresse prolongée, de pénurie alimentaire et surtout le risque d'une « guerre de l'eau » sanglante pourraient accroître les charges sur les systèmes étatiques qui sont déjà soumis à d'énormes pressions (voir, à cet égard, le différend sur le Nil entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan au sujet du barrage GERD). Ces facteurs influenceront davantage l'interaction entre les gouvernements et leurs populations dans le cadre d'une stabilité régionale plus large. En particulier, la Russie et l'Ukraine figurent parmi les principaux producteurs mondiaux de produits agricoles : l'effet combiné des réductions de production, des restrictions à l'exportation et de la hausse des prix de l'énergie a fait grimper le prix des produits primaires, provoquant un choc d'approvisionnement susceptible de produire une crise alimentaire ayant de graves répercussions sociales dans les pays de la région analysée, ainsi que d'affecter la relation complexe entre les gouvernements, leurs populations et la dynamique de la migration.

En tant que région reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe, le Moyen-Orient reste une intersection clé pour les phénomènes de migration et la compétition politique, énergétique et économique entre les puissances mondiales. Alors que le conflit en Ukraine est à son paroxysme, ses effets à long terme sont imprévisibles et il est risqué de se hasarder à deviner l'impact sur la région MENA de la concurrence entre les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Europe, ainsi que d'autres nations émergentes et indéfinies comme l'Inde. Cette concurrence entre les puissances extérieures qui cherchent à influencer les tendances au Moyen-Orient ajoutera une nouvelle couche de complexité le long des principales lignes de fracture, celles qui opposent l'Iran et les pays du Golfe, Israël et la Palestine, et les pays d'Afrique du Nord et de la Corne de l'Afrique.

Le CeSPI entend consacrer un moment de réflexion collective, critique et respectueuse à ce contexte fragmenté et crucial, qui s'engage dans un mouvement de renouveau laborieux autant qu'il est entravé par des réalités anciennes.